Bulletin œcuménique

SEPTEMBRE 1978 NUMERO 6 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

Jean Paul Ier

AU MOMENT OU L'EGLISE CATHOLIQUE S'EST DONNEE UN NOUVEAU SOUVERAIN PONTIFE, NOUS PENSONS QUE CET EXTRAIT DU PREMIER MESSAGE DE JEAN PAUL I NE LAISSERA INDIFFERENT AUCUN DES LECTEURS D'INTERROGATION

» Nous voulons rappeler à l'Eglise entière que son premier devoir reste celui de l'évangélisation, dont les lignes maîtresses ont déjà été résumées par notre prédécesseur Paul VI (...).

« Nous voulons continuer l'effort œcuménique, que Nous considérons être l'extrême recommandation de Nos prédécesseurs immédiats, veillant avec une foi inchangée, avec une espérance invincible et avec un amour indestructible à la réalisation du grand commandement du Christ : « *Que tous soient un* », dans lequel vibra l'anxiété de son cœur à la veille de son immolation au calvaire.

» Les relations mutuelles entre les Eglises et diverses dénominations ont connu des progrès constants et prodigieux, qui sont perçus par tout le monde. Mais la division ne cesse pas pour autant d'être occasion de perplexité, de contradiction et de scandale aux yeux des non-chrétiens et des non-croyants : et pour cela Nous entendons consacrer Notre attention réfléchie à tout ce qui peut favoriser l'unité, sans fléchissements doctrinaux mais également sans hésitations.

» Nous voulons poursuivre avec patience et fermeté la foi du dialogue, sereine et constructive, dont Paul VI — qu'on ne pourrait assez regretter — avait fait le fondement et le programme de son action pastorale, alors qu'il en indiquait les lignes majeures dans sa grande encyclique *Ecclesiam suam*, en vue d'une connaissance réciproque, d'homme à homme, également à l'égard de ceux qui ne partagent pas notre foi, toujours disposés à leur rendre témoignage de la foi qui est en nous, et de la mission que le Christ nous a confiée « afin que » le monde croie ».

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

De l'indignation sélective

Quelques remarques douloureuses, inquiètes et personnelles à propos de nos protestations humanitaires et politiques

---

Dans notre dernier numéro, nous avons publié un texte qui nous avait été envoyé par des équipiers de "Rencontre et Développement" à Alger. Il concernait la politique européenne récente en Afrique (Zaïre, Tchad et Mauritanie) et les responsabilités des coopérants face à leur pays d'origine et leur pays d'adoption. Ce texte fort a valu à la rédaction d'INTERROGATION des réactions positives notant l'importance de faire entendre des points de vue rarement exprimés.

Au cours de l'été, "Rencontre et Développement" nous a fait parvenir un nouveau document qui décrit la vie des Palestiniens au Liban telle qu'elle a été vue par une équipe d'Alger se trouvant sur place pendant les troubles de ces dernières semaines. Ce texte, à la fois poignant et intéressant, nous fait entrer dans le combat pour une Palestine palestinienne, avec les yeux d'habitants d'Alger.

Je n'ai rien contre ce document en soi, ni contre la lutte en faveur d'une justice pour les Palestiniens; mais je suis franchement scandalisé par ce qui me semble être l'affolante inconsistance de nos amis et correspondants. Et - retour au domicile - je me demande si les reproches que je vais leur faire, je n'ai pas aussi à me les adresser.

Brièvement dit : Non, c'est trop simple ! Trop simple de fustiger de loin la politique militaire de son pays d'origine; de critiquer ceux qui, outre-mer, pourraient, par leur présence ou leur action, cautionner une politique néo-coloniale préjudiciable à la liberté des jeunes nations; de faire la leçon à ceux qui se font les garants de régimes et d'actions injustes en Europe ou outre-mer; mais de rester silencieux sur ce qui se passe dans le pays où - au nom d'une forme d'amour, de respect de l'autre, d'une vision de l'homme - on s'est engagé avec courage, persévérance et souvent au prix de lourdes difficultés. C'est trop simple de s'engager dans les combats de ses nouveaux compagnons (dans le cas algérien, il s'agit des Palestiniens déjà mentionnés, des Sahar ouis, d'autres mouvements de libération encore) et de rester muets comme des carpes quand un fait divers aussi douloureux qu'ambigu, révèle au grand jour un viol patent d'un des droits prêchés pour tous les autres : le droit à la liberté mais plus spécifiquement ici, la liberté de la femme.

"La libération de tous... sauf pour elles ?" titrait le "Nouvel Observateur". L'avez-vous vu, amis d'Alger, chez vos marchands de journaux cette semaine-là ? J'en doute.

Je ne vous reproche pas de critiquer Giscard, de nous montrer la situation désespérante des ghettos palestiniens, de nous mobiliser à propos de la situation des enfants saharouis. Je suis prêt à faire autant, comme je suis prêt à condamner le sort fait aux dissidents russes ou chiliens. Amnesty International m'aide à rendre plus efficaces mes protestations multiples et fréquentes.

Mais s'il vous plaît : ayez le courage de lutter contre l'injustice là où vous êtes; et si c'est ce que vous faites, dites-le nous. Si, certaines fois, vous ne pouvez rendre publiques vos protestations, faites-le-nous savoir, discrètement.

La cohérence d'un témoignage de fraternité ne permet pas l'indignation sélective !

Vous me répondrez peut-être deux choses...

Sur un plan théorique, vous pourriez arguer du danger du néo-colonialisme idéologique, du risque que courent les jeunes nations face à la "philosophie" occidentale, à emballage capitalo-chrétien, qui cherche à exporter des idéologies étranges et étrangères, au détriment des visions locales de la société. Que ce risque existe, d'accord ! Mais cela fait plus de seize ans que Djamilla Boupacha a dû quitter le voile pour prendre le maquis avec les hommes; seize ans que des milliers de ses soeurs demandent pour elles aussi une part de cette libération que le pays tout entier a su se donner. Je n'ai pas eu besoin d'attendre les dizaines de témoignages parus cet été dans ce sens; car je n'oublierai jamais le récit de sa "lutte de libération" que m'a fait la seule jeune femme dévoilée vue, hors des villes, pendant un voyage d'un mois. Serions-nous, aujourd'hui, moins solidaires des Algériennes que des paysannes de Bolivie ou du Pérou ?

Vous me parlerez peut-être aussi de prudence, de patience, de sacrifices à accepter au bénéfice d'une victoire plus globale. Y croyez-vous vraiment ? L'Algérie indépendante a gagné, sur tous les fronts, des centaines de batailles depuis seize ans. Mais qu'en est-il de la situation des femmes ?

Si les témoignages que nous recevons sont le fait de frustrées isolées, dites-le-nous, dites-le à tous les amis du FLN qui souffrent parfois encore aujourd'hui d'avoir misé - souvent avant vous - pour votre pays d'adoption !

Je voudrais terminer en élargissant le débat.

Je crois aux droits de l'homme. C'est une des choses que ma formation chrétienne a inscrite de façon indélébile en moi. Je sais que, un peu partout et à des degrés divers, ils sont violés. En Suisse comme ailleurs. Je sais que nos actions pour les défendre ne peuvent pas être tous-azimuts-tout-le-temps; il y a des choix à faire, des urgences qui appellent notre solidarité.

Nous avons nos urgences, chacun chez soi. Amis d'Alger, si vous acceptez mes questions, je répondrai aux vôtres... sur la politique d'accueil des réfugiés en Suisse, sur notre nouvelle loi sur les ouvriers étrangers. Nous suivrons ainsi la ligne qui est, depuis toujours, celle d'INTERROGATION.

Clément Barbey



interrogations·exprès

John Yoder, directeur associé de l'Institut des Etudes Ménonites de Chicago et président du séminaire biblique "Goshien", est connu comme écrivain ménonite et théologien de la non-violence. Il a notamment écrit "La politique de Jésus" et donne des cours sur la communauté messianique dans l'Eglise. Il est un des membres fondateurs d'EIRENE.

Jésus a-t-il été un homme politique ?

Naturellement la question dépend de ce qu'on appelle la politique. D'après sa racine, le mot"politique" désigne ce qui se rapporte à la police, c'est-à-dire en grec, à la vie humaine de la cité. Jésus a eu affaire avec la vie de la cité; on peut l'affirmer en examinant les préoccupations qu'il a eues : une structure politique s'occupe de violence et de pouvoir et Jésus en a parlé; une structure politique détermine ceux qui ont le pouvoir et ceux qui en sont exclus et Jésus a parlé du renversement des rôles, de la dignité de l'opprimé, de la femme, de l'esclave; la politique s'occupe toujours d'économie et Jésus a parlé du partage des biens et de la dignité du pauvre; tout système politique s'occupe de celui qui a violé les normes établies, de l'offenseur, et Jésus dit à ce propos que nous avons à pardonner comme nous avons été pardonnés, De tous les domaines qui font notre vie politique, Jésus en a parlé.

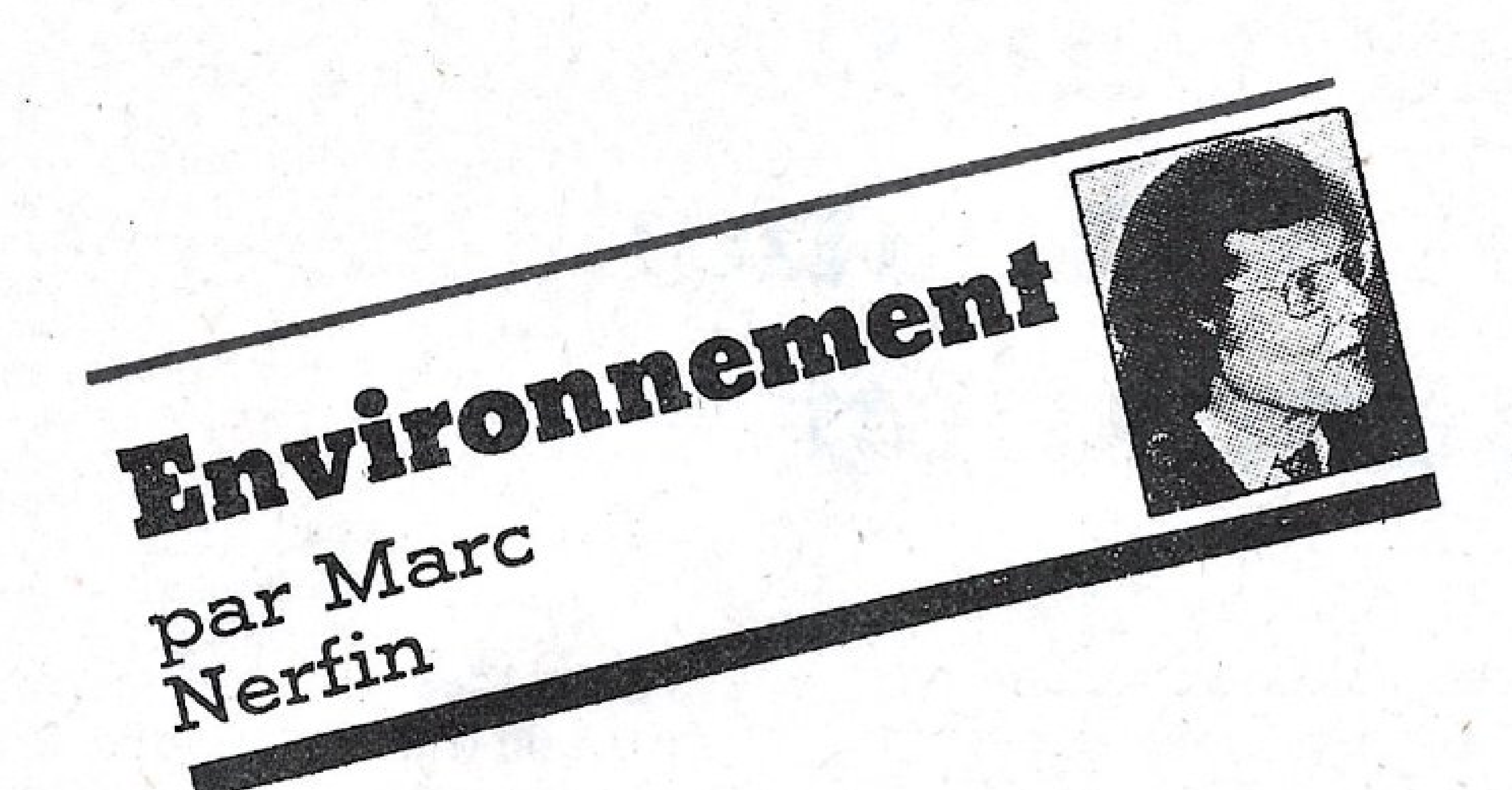
L'autre façon de répondre à la question est de se demander comment Jésus a été traîté par les autorités de son temps. Depuis les premiers conflits avec les Pharisiens jusqu'à sa mort, Jésus a été perçu comme une menace par les autorités romaines et par les autorités établies de la société juive qui ont collaboré pour le liquider. Cela signifie que Jésus était certainement politique dans son destin et jusque dans sa mort puisqu'il a été crucifié, comme menace à la souveraineté romaine. Sa carrière a été celle d'un personnage politique; son message a consisté en sujets politiques. Certes Jésus n'a pas été l'homme d'un parti, il n'a pas été un administrateur bureaucrate, mais par toute sa présence, il a été porteur d'un message politique : il lance un défi qui s'applique beaucoup plus au domaine de la politique qu'à celui de la piété.

Et quelle a été la politique de Jésus ?

Jésus est arrivé en Israël, dans un pays occupé par les Romains. Jésus a côtoyé ceux qui luttaient pour se libérer de l'envahisseur, que ce soit les Saducéens, gérants du temple, comme les Hérodiens, gérants des biens d'Hérode qui tentaient d'obtenir des concessions de la part des Romains, que ce soit les Zélotes, les révolutionnaires violents du maquis (et plusieurs des disciples de Jésus étaient zélotes), que ce soit les communautés du désert qui priaient Dieu de rétablir l'ordre saint, que ce soit enfin les Pharisiens qui s'isolaient à l'intérieur de la société juive pour ne pas collaborer avec les Romains.

Les disciples de Jésus attendaient de lui qu'il prît une de ces options; Jésus lui-même a été tenté au désert comme à Gethsémané de choisir une de ces voies et de se montrer révolutionnaire tout puissant qui règle une situation donnée. Si Jésus ne choisit pas cette dernière solution, ce n'est pas qu'il la trouve trop radicale, au contraire, elle ne l'est pas assez : l'alternative de Jésus, c'est la création d'une nouvelle société de partage et de non-violence, de pauvreté et de souffrance peut-être. Jésus a créé un nouveau peuple qui refuse de répondre aux Romains par les moyens mêmes qu'emploient les Romains. C'est une innovation d'être "peuple" : quelque chose de différent avec la femme, avec l'étranger, avec l'enfant, avec la richesse,... avec la politique : cette nouveauté-là, c'est le "peuple" qui la réalise et on appelle Saint-Esprit, l'esprit qui nous permet de réaliser ce monde nouveau.

Interview de Jean-Luc



Youngstown

Youngstown est une petite ville de l'Ohio, aux Etats-Unis. Jusqu'à l'an dernier, sa principale activité économique était la sidérurgie. Mais, vers la mi-septembre, la Lykes Corporation, qui avait acheté l'usine en 1969, informa ses cinq mille ouvriers qu'ils n'auraient pas besoin de venir travailler le lundi suivant, ni aucun des jours suivants : l'usine était fermée.

Cinq mille chômeurs à Youngstown Sheet and Tube, c'était 10 000 autres emplois qui disparaissaient, 50 000 victimes. Toute la vallée était touchée par une décision financière. Les citoyens, à commencer par la base syndicale et les Eglises — catholique, protestante, juive, orthodoxe — se mobilisèrent.

Première étape : comment organiser la relance ? Le comité d'action découvrit à Washington l'équipe du Centre national pour des alternatives économiques, qui se mit à l'œuvre. Le centre obtint du Département fédéral des affaires urbaines un crédit (plus d'un demi-million de francs suisses) pour étudier les voies et moyens de redonner vie à l'usine et à la ville.

Vers l'autogestion

L'étude, menée à bien en quelques mois, fut soumis à la discussion publique dès le printemps. Elle propose des solutions techniques et, au sens large, politiques. L'idée centrale est que l'entreprise devrait non seulement être modernisée (ce que ses propriétaires n'avaient pas fait), de manière à redevenir compétitive, mais qu'elle devrait désormais appartenir à la communauté qui aurait pris l'initiative de la relance, et, surtout, être gérée par les travailleurs eux-mêmes. L'objectif de cette dernière proposition était à la fois d'assurer une productivité satisfaisante et d'en répartir équitablement les fruits. Un budget a été établi (qui prévoit des investissements de l'ordre de 800 millions de francs). Le plan de financement repose sur une souscription publique (qui a bien commencé), des subventions et crédits de diverses autorités, et des emprunts.

Ainsi, au pays du capitalisme triomphant, son échec social aboutit à ce que les travailleurs prennent en main leur outil de production et pratiquent l'autogestion.

Deux systèmes de valeurs

Cela a été possible grâce à la mobilisation de tous, et à des Eglises particulièrement alertes. Comme l'écrit le « National Catholic Reporter », on se souviendra du clergé de Youngstown parce qu'il a levé la voix, d'une manière prophétique, et qu'il a agi, proclamant des règles éthiques sur la manière dont les grandes entreprises affectent la vie d'une communauté. Très simplement, « le clergé de Youngstown a mis au défi le colonialisme intérieur, la manière nationale de faire des affaires. En déclarant publiquement que les sociétés sont responsables des coûts sociaux de leurs décisions financières, et que les gens doivent l'emporter sur la quête du profit, le clergé a mis en lumière le conflit entre un système de valeurs chrétien et un système de valeurs capitaliste ».

Onze ans après l'encyclique **Populorum progressio** de Paul VI, le développement des peuples, l'histoire de Youngstown est à la fois un hommage à la clairvoyance d'un grand pape, et un témoignage de la créativité des travailleurs.

États-Unis : des sociétés multinationales en accusation

Durant les dernières décennies, les sociétés multinationales n'ont cessé de se développer. Échappant, pour une part, au contrôle des gouvernements nationaux, elles jouent un rôle sans cesse accru dans l'économie mondiale.

Depuis quelque temps, cependant, divers groupes de citoyens américains — que préoccupe la défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques — ont entrepris diverses actions qui ont toutes le même objectif : trouver les moyens de limiter et de contrôler la puissance de ces sociétés. Aux États-Unis, plusieurs grandes congrégations religieuses se sont engagées à fond dans ce combat qui ne fait que commencer :

— Une résolution d'actionnaires introduite entre autre par les Sœurs dominicaines et les Sœurs de Saint-Joseph a demandé à la Banque continentale d'Illinois de rendre publics ses investissements en Afrique du Sud.

— Une résolution introduite par l'Église unie du Christ a souhaité que l'*International Business Machine* cesse la vente et la location de matériel à des gouvernements dictatoriaux.

— Une résolution introduite conjointement par trois congrégations féminines et un organisme missionnaire protestant a demandé à l'*Union Carbide Corporation* de mettre fin à ses investissements et à son expansion en Afrique du Sud.

— Une résolution introduite par plusieurs groupes catholiques et protestants a invité la *General Electric* à cesser la vente d'équipements militaires à l'étranger.

Au cours de l'année 1976, pas moins de quarante-cinq grandes sociétés ont eu ainsi à faire face à des résolutions provenant de groupes religieux et qui leur posaient des questions sur leurs investissements, sur des ventes d'armes, sur l'environnement de leurs établissements, sur la consommation excessive qu'entraînaient leurs actions ou sur des pratiques préjudiciables à des minorités ou aux femmes.

L'organisme qui coordonne la plupart de ces activités en direction des sociétés multinationales est une organisation créée en 1970, par le Conseil national des Églises, qui s'intitule *Interfaith Center on Corporate Responsibility (I.C.C.R.*, centre interconfessionnel sur la responsabilité des entreprises). Officiellement, l'*I.C.C.R.* est chargé d'aider ses membres — Églises, agences et congrégations — à faire des investissements valables sur le plan social. En fait, la pression s'exerce sur les sociétés, car les membres du centre s'engagent à chercher à intervenir là où c'est nécessaire pour prévenir et corriger tout ce qui, dans la politique des grandes sociétés, peut produire de l'injustice sociale.

Au nombre des membres de l'*I.C.C.R.*, on compte quatorze Églises et agences protestantes et cent cinquante ordres et congrégations catholiques

L'an dernier, par exemple, la direction d'une grande société énergétique, la *Exxon*, décida de soutenir une résolution d'actionnaires introduite par les Sœurs de la Charité de Dubuque (Iowa), les Franciscaines de l'Adoration perpétuelle de Lacrosse (Wisconsin) et d'autres appelant la compagnie à mettre fin à ses exploitations de charbon souterraines et à ciel ouvert, surtout dans les États du Sud-Ouest et les plaines du Nord des États-Unis. La résolution votée à 98,67 % des actions, était la première résolution d'actionnaires à être soutenue par la direction de la compagnie depuis 1911 et cette fois-là il s'était agi de la décision de vendre davantage de pétrole.

De même, l'an dernier, huit groupes religieux décidèrent de retirer une résolution mettant en cause les activités de la *General Motors* au Chili et en Afrique après que cette société eut publié une information détaillée sur le premier pays et une déclaration sur l'Afrique du Sud dans laquelle la direction exprimait l'espoir qu'on trouverait une « *solution juste et équitable* » aux « *importants problèmes sociaux* » du pays.

Hécatombe au Mexique

Vingt-cinq mille femmes sont mortes au Mexique, en 1977, des suites d'avortements clandestins, a indiqué vendredi, à Mexico, un porte-parole du Ministère de la santé.

La plupart de ces femmes avaient entre 16 et 25 ans, selon les statistiques présentées par les autorités. Toujours selon ces statistiques, on estime qu'il y a eu, en 1977, 1,5 million d'avortements clandestins au Mexique. — (afp)

TLM 6.8.78

● La Suisse dépend à **85% de l'étranger en matière d'énergie.** C'est d'abord le **pétrole** (76,6% du total), dont plus de la moitié provient de la péninsule Arabique et du Nigeria, ou le **gaz** (3,7%), qui nous arrive presque exclusivement des Pays-Bas. Le **charbon** (1,4%) nous arrive d'Allemagne fédérale. Quant à **l'uranium**, pour 46% amérIain et 26% sud-africain, il n'est pas près d'être national, en dépit des découvertes de nos géologues.

TLM 18.8.78

Guinée Équatoriale

● LE CULTE CATHOLIQUE est désormais interdit en Guinée équatoriale. Les églises sont fermées par décision du président Francisco Macias Nguema, a-t-on appris vendredi 30 juin, à Yaoundé (Cameroun), par des voyageurs venus de ce pays voisin ; 80 % des quelque trois cent mille habitants de cette ancienne colonie espagnole sont catholiques. — *(A.F.P.)* 3.7.78

« Temps présent » éconduit

par deux fois en une année

On se souvient que Jean-Claude Diserens, réalisateur, et Eric Lehmann, journaliste, étaient rentrés « bredouilles » d'un reportage en Argentine en janvier dernier. La censure avait été claire : où qu'ils aillent, quoi qu'ils fassent, le réalisteur et le journaliste étaient surveillés si étroitement que l'exercice de leur métier en était rendu impossible.

Les régimes totalitaires n'ont rien à s'envier : André Gazut, réalisateur, et Pierre-Pascal Rossi, journaliste, ont décidé, après dix-neuf jours de vains efforts à Moscou, de renoncer au reportage qu'ils envisageaient de faire pour « Temps présent » sur la vie quotidienne d'une famille ouvrière moscovite. Et Pierre-Pascal Rossi de préciser : « Nous n'avons jamais essuyé de refus catégorique, sinon celui de filmer la foule énorme qui se rend au cimetière à l'occasion des Pâques russes. En outre, on ne nous a pas autorisé à filmer un « appartement communautaire ». Toutes nos autres demandes, sur le principe, ont été acceptées. Nous avions pris un premier contact par la voie diplomatique fin 1977, je m'étais rendu sur place en mars 1978, quatre jours, pour négocier, avec les responsables des relations extérieures de la TV soviétique, un accord type : la chose se fit en bons termes. Le 17 avril 1978, nous débarquions, Gazut et moi, à Moscou, pour les deux semaines de préparation qui précèdent tout tournage de « Temps présent ». Le réd.-interprète mis à notre disposition se révèle d'une stupéfiante inefficacité. Le retard dans la préparation est énorme. Malgré cela, cameraman-film et preneur de son nous rejoignent. Peine perdue, car on ne nous laisse filmer que des images anodines, tel le métro de Moscou. Après presque trois semaines, nous n'avions par exemple pas encore rencontré la famille ouvrière qui était au centre de notre projet ! Demandions-nous une interview d'un milicien concernant la sécurité du quidam à Moscou, bien supérieure, par exemple, à celle de New York ? On nous répond qu'un professeur de droit sera mieux à même de se prononcer qu'un milicien. Puis on nous propose un général. Enfin, un ancien juge à Nuremberg. Puis à nouveau le professeur de droit. Jusqu'à ce que la réponse à cette simple question ne semble pouvoir être traitée que par un vice-ministre... »

DE PLUS EN PLUS DIFFICILE D'INFORMER

« Devant un système bureaucratique si parfaitement hiérarchisé, nous avons dû renoncer. Les réactions ont été doubles. d'une part un journaliste russe, rompu à nos méthodes de travail, s'est contenté de regretter notre décision ; d'autre part, un fonctionnaire, significativement, presque caricaturalement, nous a déclaré : « Nous voulons que vous fassiez ce reportage. C'est prévu dans le plan. » Et Pierre-Pascal Rossi de conclure : « Où que l'on aille, et même en Suisse, il devient de plus en plus difficile de faire de l'information télévisée. Une équipe de quatre personnes, c'est trop visible ! Et un reportage télévisé, c'est vu par un trop large public ! »

Catherine UNGER

● **L'ambassadeur de l'URSS** à Berne a été convoqué samedi dernier au ministère des Affaires étrangères de la Confédération helvétique. Où on lui a déclaré que la Suisse était disposée à accorder l'asile politique à tous les dissidents soviétiques. Il a beaucoup apprécié... 19.7.78

Une main-d'œuvre exploitée : cinquante-deux millions d'enfants

Cinquante-deux millions d'enfants sont au travail de par le monde, révèle une étude du B.I.T. (Bureau international du travail). Encore ce chiffre ne tient-il compte que des enfants « repérés », bon nombre d'entre eux échappant aux statistiques. La main-d'œuvre enfantine continue d'être exploitée, et les choses ont peu changé dans certains cas depuis l'époque de Dickens, note le B.I.T., qui entend mener campagne dans le cadre de l'année internationale de l'enfant proclamée par l'O.N.U.

Le Monde 12.8.78

Le Monde, 26 juillet 78

En 1976

LES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE SE SONT ÉLEVÉES A 400 MILLIARDS DE DOLLARS

Washington (A.F.P.). — Les dépenses militaires dans le monde se sont élevées en 1976 à près de 400 milliards de dollars, révèle l'agence américaine pour le contrôle des armes et du désarmement (A.C.D.A.) dans une étude publiée dimanche 23 juillet à Washington.

Les nations du monde, selon ce rapport, ont dépensé 398,9 milliards de dollars, dont 308,3 pour les pays développés, et 90,6 pour les pays en voie de développement. Cela représente une augmentation de 7,5 % par rapport aux dépenses de 1975 (370,8 milliards de dollars).

L'Union soviétique a été le pays qui a dépensé le plus avec 127 milliards de dollars, suivie par les Etats-Unis (91 milliards), la Chine populaire (34,4 milliards), l'Allemagne fédérale (16 milliards) et la France (14,2 milliards).

A propos du commerce international des armes classiques, l'agence américaine note que les quatre pays ayant importé le plus de matériels militaires en 1976 sont tous au Proche-Orient : l'Iran (1,4 milliard de dollars), Israël (947 millions), l'Irak (765 millions) et la Libye (741 millions). Ils sont suivis de l'Allemagne fédérale (463 millions).

En ce qui concerne les exportations, les Etats-Unis (5,2 milliards de dollars) et l'Union soviétique (3,7 milliards) viennent en tête devant la France (840 millions), l'Allemagne fédérale (656 millions) et la Grande-Bretagne (638 millions).

20.7.78

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU CLUB DE ROME

Le Club de Rome vient de fêter son dixième anniversaire. Son président, M. Aurelio Peccei, a insisté à cette occasion sur la pauvreté du tiers des habitants de la Terre. Les structures nécessaires pour les installer de façon décente, a-t-il déclaré en substance, dépassent nos moyens dans les deux prochaines décennies, alors que d'ici l'an 2000 la population se sera accrue d'un chiffre supérieur à la population mondiale lors de la première guerre mondiale.

Le 9 juillet 1978, a-t-il ajouté, *« la population mondiale a atteint quatre milliards quatre cents millions d'habitants. Le nombre des chômeurs a atteint trois cents millions et, avant la fin du siècle, il faudra trouver plus d'un milliard d'emplois nouveaux ».*

« *L'homme*, a poursuivi M. Peccei, *détruit 20 hectares de forêt chaque minute, aux Etats-Unis le sol s'appauvrit six fois plus vite qu'il ne met à se reconstituer, soixante-neuf espèces de mammifères ont disparus au cours de ce siècle et deux cents autres sont en voie d'extinction. En 1976, on a dépensé soixante fois plus pour l'équipement d'un soldat que pour l'éducation d'un enfant. Pour éviter une catastrophe*, a-t-il conclu, *il faut prendre rapidement des décisions pour une planification à l'échelle mondiale.* »

Des armes pour l'Iran et le Ghana
Conseil fédéral interpellé

Le Comité suisse pour l'interdiction d'exportations d'armes (ARW) demande au Conseil fédéral d'interdire immédiatement les livraisons de matériel militaire à destination de l'Iran et du Ghana, conformément à la loi fédérale sur le matériel de guerre. La législation précise que les exportations d'armes doivent être interdites dans les pays où règnent des tensions dangereuses et où la dignité de l'homme est méprisée. De l'avis de l'ARW, les deux dispositions concernent l'Iran et le Ghana.

« Le régime du shah, responsable de condamnations à mort et de tortures pour motifs politiques, se révèle manifestement incapable de surmonter les troubles intérieurs relève l'ARW. Ces dernières années, l'Iran a reçu pour environ un demi-milliard de francs d'armes suisses. L'ARW s'inquiète par ailleurs que le Ghana fasse à nouveau partie des meilleurs clients de l'industrie suisse d'armements. Pendant le premier semestre de l'année en cours, ce pays africain en voie de développement a acheté des blindés suisses pour une valeur de 19 millions de francs « bien qu'il y règne de graves tensions politiques et que son régime militaire méprise les droits de l'homme ». Selon l'ARW, « la loi fédérale sur le matériel de guerre ne sera que lettre morte » si les exportations d'armes à d'estination de ces deux pays ne sont pas interdites. — (ats)

TLM 22.8.78

Suisse : un droit reconnu, la paresse

***Le droit à la paresse a été officiellement accordé hier aux Suisses par leur Parlement** qui a abrogé les dispositions législatives réprimant la fainéantise.*

Jusqu'à présent, les autorités pouvaient interner les fainéants, alcooliques, malades mentaux, toxicomanes et personnes se trouvant en « état d'abandon », sans qu'ils puissent s'opposer à cette mesure.

Désormais, la fainéantise disparait de la liste des causes d'internement et les internés bénéficient de diverses garanties, notamment le droit de déposer un recours devant les tribunaux contre toute mesure les concernant.

*C'est reconnaître au pays du sérieux, de l'efficacité et de la rentabilité assurée que si le travail est d'or, **la paresse est sacrée.***

20 juin 1978



g. e. r. e. i.

la viande

dossier — I. - la production mondiale

La production et la consommation de viande augmentent dans le monde. Considérant la viande comme l'aliment noble par excellence, nous avons souvent tendance à apprécier la qualité de l'alimentation en fonction de la quantité de viande consommée. En réalité, la production de viande n'est-elle pas concurrente de l'alimentation humaine ?

L'élevage intensif des bœufs, des porcs, et des volailles ne contribue-t-il pas à accroître la crise alimentaire mondiale et notamment le déficit céréalier ?

La production de viande est un secteur important de la production agricole dans de nombreux pays. Elle mérite que l'on s'y arrête longuement. Le C.C.E.D. a demandé au G.E.R.E.I. (Groupe d'étude des relations économiques internationales) de l'aider à comprendre le phénomène du développement de la production de la viande dans le monde.

Ce premier dossier est en quelque sorte un préalable aux divers aspects spécifiques qui seront abordés par la suite. « Faim Développement » se propose donc de publier d'autres dossiers dans les mois qui viendront, sur cette question. Dans un prochain numéro : les aliments du bétail (céréales et tourteaux).
Pour les bilans statistiques, les comparaisons sont établies entre la période 1961-1965 et la période 1973-1976.

M.G.

I. - Relative stabilité de la division internationale du travail dans la production

Entre 1961/65 et 1973/76, la production de viande est passée de 84 à 117 millions de tonnes, soit un accroissement de 39 %, alors que la population ne s'accroît que de 22 %. La consommation de viande par tête augmente donc dans le monde. Mais de manière fort inégale selon les pays. Les plus grosses productions sont le fait des bovins dont la part se maintient autour de 37 % de la production totale, et des porcs dont la part varie autour de 36/37 %. La part de la viande de volailles augmente sensiblement, passant de 14 à 18,5 %, alors que celle d'ovins et de caprins régresse légèrement, passant de 8 à 6 %.

La répartition de cette production par régions et par continents reste relativement stable tout en recouvrant une grande diversité de situations. L'Europe (qui passe de 26 à 28 % de la production mondiale), l'Amérique du Nord (24 à 22 %) et l'Asie (21 et 21 %) sont les plus gros producteurs, suivis de loin par l'Amérique latine (10 à 9,6 %) et l'U.R.S.S. (11 à 12 %), et de très loin par l'Afrique (4,7 à 4,3 %) et l'Océanie (3 et 3,1 %).

Cette stabilité se retrouve également au niveau des régions économiques. Les pays développés à économie de marché gardent une part prépondérante oscillant autour de 48 %, les pays centralement planifiés viennent ensuite avec environ 33 % et les pays sous-développés oscillent autour de 18 % de la production mondiale (Tableau I).

Tableau N° 1
Principaux pays producteurs

Bovins	Ovins et caprins	Porcins	Volailles
1 U.S.A.	1 U.R.S.S.	1 Chine	1 U.S.A.
2 U.R.S.S.	2 Chine	2 U.S.A.	2 Chine
3 Argentine	3 Australie	3 U.R.S.S.	3 U.R.S.S.
4 Brésil	4 Nouvelle-Zélande	4 Allemagne fédérale	4 Italie
5 France	5 Inde	5 Pologne	5 France

La part totale, dans la production mondiale, des cinq principaux producteurs de viande bovine est en forte augmentation. Mais il faut noter un changement dans la hiérarchie de ces cinq pays : le Brésil et l'U.R.S.S. sont en progression tandis que l'Argentine, la France et les U.S.A. sont en régression.

En outre, les animaux ont une orientation plus ou moins marquée vers la production de viande selon les pays et les systèmes de production. Les volailles produisent des œufs, les bovins sont utilisés pour la traction attelée et le lait, les ovins et les caprins fournissent aussi de la laine, du lait et des peaux. Seuls, les porcs sont élevés exclusivement pour la production de viande dans laquelle il faut distinguer la matière grasse d'une part et la viande au sens strict d'autre part. Ainsi, dans la majorité des cas, la production de viande qui nous intéresse ici n'est qu'un aspect du rendement des troupeaux et la productivité en viande rend compte à la fois de l'orientation des troupeaux, de la taille des animaux et du niveau d'intensification de la production.

Ainsi, une apparente intensification peut être simplement le résultat d'une spécialisation des troupeaux dans la

viande et son effet doit être jugé en tenant compte des conséquences sur les autres productions : remplacement de la force de travail animal par la traction mécanique, régression d'une production de laine et développement d'autres sources d'approvisionnement en fibres textiles, baisse de l'utilisation du lard et développement de l'utilisation des huiles végétales, etc. Par ailleurs l'intensification a des effets inégaux sur les coûts. Elle entraîne généralement une baisse des prix des marchés des viandes de porcs et de volailles, mais il n'en est pas toujours de même dans le cas des viandes de moutons et de bovins.

C'est en Europe et aux U.S.A. que les prix sont les plus élevés. Certes, interviennent les différences de salaires et de coût de la terre, mais quand l'intensification se traduit par une consommation accrue de produits commercialisés, elle peut entraîner une hausse des coûts et une perte de compétitivité à l'échelle internationale. C'est le cas des U.S.A. pour les productions porcines et bovines, où la production était déjà la plus élevée du monde en 1961/65 et où elle s'est développée depuis. Leur part dans la production mondiale a régressé alors que leur consommation a augmenté.

II - Un commerce international en expansion

Le commerce international de la viande ne porte que sur une faible part de la production mondiale, mais cette part s'accroît, passant de 3,6 à 4,8 %.

Globalement les exportations mondiales de viandes sont passées de 4,1 à 6,9 millions de tonnes soit un accroissement de 67 %. Ce commerce est en quantité et en valeur moins important que celui d'autres produits agricoles, en particulier les céréales, et son rythme d'accroissement est moins rapide que celui des céréales et des tourteaux qui sont des matières premières importantes pour les élevages intensifs. Il est cependant supérieur à celui de certaines denrées qui font l'objet d'un commerce international très ancien comme le sucre (Tableau n° 2). Au commerce international des viandes s'ajoute le commerce des animaux vivants, qui est soit un commerce de producteurs dont le coût à l'unité peut-être très élevé (ex. taureaux charolais exportés de France vers l'Argentine), soit un commerce d'animaux destinés à plus ou moins long terme à la production de viande. Il s'agit surtout dans ce dernier cas d'un commerce entre pays voisins : cas des exportations de veaux français vers l'Italie ou de porcs français vers les Pays-Bas — où le coût des aliments du bétail est plus élevé qu'en France —, des exportations de moutons de Mongolie, de Roumanie et de Hongrie vers l'U.R.S.S., des porcs chinois vers Hong-Kong, des moutons somaliens vers l'Arabie Saoudite. Les mouvements affectant la part respective des trois grandes catégories de viandes rendant compte de l'évolution des industries de transformation et de conditionnement de la viande : la part des viandes fraîches congelées et réfrigérées est passée de 52,3 % à 60,5 % des exportations mondiales entre 1961/65 et 1973/76. Dans la même période les viandes séchées, salées ou fumées sont passées de 9,7 % à 5 % et les viandes en boîtes de 16,7 % à 13,4 % des exportations. La régression du commerce de viandes séchées ou fumées traduit surtout le développement de l'industrie du froid, alors que celle du commerce de viandes en boîtes est surtout révélatrice de l'investissement en capital. En effet, des industries agro-alimentaires multinationales se sont installées dans les pays qui étaient des importateurs de viandes en boîtes, produisant sur place pour un marché extérieur en expansion.

Tableau N° 2

Exportations mondiales de quelques produits

	Quantités en 1.000 t		Valeur en millions de dollars U.S.	
	1961/65	1973/76	1961/65	1973/76
Total viandes	4.108	6.861	2.667	10.216
Céréales	92.173	159.852	6.010	24.633
Tourteaux	6.922	15.630	508	2.480
Sucre	18.739	22.572	2.088	9.203

une croissance inégale selon les espèces animales

C'est le volume du commerce des viandes de volailles qui s'est accru le plus en 1961/65 et 1973/76, passant de l'indice 100 à l'indice 217. Ceci est lié à l'industrialisation de cette production qui a provoqué une croissance rapide des quantités produites et de la productivité. Les U.S.A. et quelques pays d'Europe sont exportateurs ; l'Allemagne fédérale, l'U.R.S.S., le Japon, Singapour et Hong-Kong sont parmi les principaux importateurs.

Le volume du commerce des viandes bovines fraîches s'est développé plus que la production n'a augmenté. L'Argentine, premier exportateur en 1961/65 avec 392.000 tonnes, n'est plus que le cinquième avec 175.000 tonnes, derrière l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et l'Irlande. Les importations intéressent surtout l'Amérique du Nord, l'Europe, l'U.R.S.S., le Japon et Israël. Il faut noter que l'Europe devient presque auto-suffisante.

Le volume du commerce des viandes de porc s'est aussi accru plus rapidement que la production. Il s'agit essentiellement d'un commerce intra-européen puisque les pays d'Europe effectuent autour de 80 % des exportations et des importations de ces viandes fraîches, réfrigérées ou congelées et une part encore plus importante des viandes séchées, salées ou fumées. Le reste des exportations de viandes fraîches, réfrigérées ou

congelées est essentiellement le fait des Etats-Unis et le reste de ces importations est en 1973/76 largement absorbé par le Japon qui n'en importait pratiquement pas en 1961/65.

Le volume du commerce des viandes d'ovins et caprins a par contre faiblement augmenté ce qui peut être rapporté à la quasi stagnation de la production. Du côté des exportations, ce commerce intéresse surtout l'Australie et la Nouvelle-Zélande (plus de 75 % des exportations dans les deux périodes). Le principal pays importateur reste le Royaume-Uni mais sa part du marché décroît fortement, passant de 70 à 37 % et il participe aux exportations pour 4,3 % du marché en 1973/76. Les pays qui deviennent de gros importateurs sont le Japon dont la part du marché passe de 8,4 à 19,2 % et la France (2 à 7 %).

des modifications de la place des pays dans le commerce international

auto-suffisance accrue de l'Europe

Les pays d'Europe polarisent une grosse part du commerce mondial mais le déficit global du continent européen régresse. L'Europe augmente même ses exportations de viandes séchées, salées ou fumées et de viandes en boîtes et passe d'importatrice à exportatrice nette pour les viandes de volailles. Elle reste cependant grosse importatrice de viandes d'ovins et de caprins.

Cette auto-suffisance croissante s'accomplit malgré un développement de la consommation ; elle est due au développement important de la production dans un certain nombre de pays en particulier le Royaume-Uni qui était le premier importateur mondial de viandes avec près du tiers des importations au début des années soixante.

régression de certains exportateurs traditionnels

L'auto-suffisance accrue de l'Europe s'accompagne de la régression de certaines régions exportatrices traditionnellement orientées vers la fourniture de ce marché.

C'est le cas de l'Amérique latine qui connaît une baisse des exportations de viandes bovines (du fait de l'Argentine) et qui développe par ailleurs son commerce interne ainsi que ses importations de viandes de volailles. Ceci correspond au développement de certains marchés intérieurs.

La part des pays d'Océanie (Australie et Nouvelle-Zélande) régresse également dans l'ensemble du commerce des viandes ce qui est dû à la moindre progression de leurs exportations de viandes de moutons alors que leur part augmente légèrement dans celles des viandes bovines (place prépondérante de l'Australie). Cette régression relative est à rapporter à l'évolution de leur marché d'exportation traditionnel : le Royaume-Uni.

développement de nouveaux partenaires

Le développement du commerce conduit certains pays à être à la fois exportateurs et importateurs. C'est le cas du Royaume-Uni qui commence à exporter des viandes de moutons. C'est surtout le cas des Etats-Unis, de la France, des Pays-Bas et de la Belgique/Luxembourg qui augmentent à la fois leurs importations et leurs exportations. Les différences dans les coûts et dans les combinaisons productives expliquent en partie ce double mouvement.

Ainsi, les Etats-Unis accroissent leurs importations de viande bovine des zones à bas coûts relatifs et accroissent leurs exportations de viandes incorporant de fortes quantités de céréales et de tourteaux de soja dont ils sont largement pourvus.

Les Pays-Bas et la Belgique/Luxembourg exportent des viandes de volailles et de porcs qui sont produites à partir d'aliments du bétail en grande partie importés à des coûts plus bas que les céréales européennes : manioc, tourteaux de soja, etc. Les Pays-Bas exportent de la viande de veaux mais importent des viandes de bovins adultes. Ils deviennent le pays où la production de viande est la plus intégrée au commerce puisque plus de 60 % de cette production totale est exportée en 1973/76 contre 25 % en 1961/65 (moyenne mondiale : moins de 5 %).

La France importe même de la viande de porcs du fait entre autres du coût relativement plus élevé des aliments du bétail entraînant un niveau de prix non compétitif. Le développement des importations de viandes d'ovins tient à leur faible prix à l'importation. Il en est de même de certaines importations de viandes bovines mais les données de prix se combinent ici à celles concernant les modèles de consommation. Il y a grosse consommation de quartiers nobles et exportations de bas quartiers et de viandes produites à partir de techniques intensives.

Les effets de l'évolution des modèles de consommation sont cependant beaucoup plus perceptibles dans l'accroissement des importations d'un certain nombre de pays qui comptent aujourd'hui parmi les plus gros importateurs.

C'est en particulier le cas de l'Allemagne fédérale, de l'Italie, du Japon et de l'U.R.S.S. qui en 1973/76 sont devenus respectivement les premier, second, sixième et septième importateurs de viandes fraîches, réfrigérées ou congelées.

L'évolution des modèles de consommation est en fait l'un des leviers qui génère l'intensification de la production et le développement du commerce international (tableau 3).

Tableau N° 3

Croissance des importations totales de viandes dans certains pays

(en tonnes)

Pays	1961-65	1973-76
Allemagne fédérale	380.000	750.000
Italie	240.000	620.000
Japon	80.000	440.000
U.R.S.S.	100.000	300.000

III. - Evolution inégale des modèles de consommation

Selon une opinion couramment répandue, l'espèce humaine aurait par nature une préférence pour la consommation de viande ce qui pousserait mécaniquement cette consommation au fur et à mesure que le revenu s'améliore. Davantage de viande serait perçu comme synonyme de meilleure alimentation.

Aussi et selon l'article « viandes » de l'Encyclopédia Universalis, le déséquilibre croissant entre la production de viandes nobles et la demande déterminerait une hausse des prix et un transfert de la consommation vers les viandes dites de substitution moins onéreuses (volailles, lapins, porcs). De là à dire que le système productif mondial est ainsi poussé par une demande déterminée par la nature de l'homme, il n'y a qu'un pas très vite franchi par un grand nombre.

Les éléments réunis ici montrent l'importance du développement de cette consommation pour tout un ensemble d'activités économiques et **la question est de savoir si les facteurs socio-économiques liés à ces activités ne sont pas plus significatifs du développement de cette consommation que des facteurs d'ordre biologique.** L'observation des modèles de consommation existants permet de confirmer l'intérêt de cette question (tableau 4). On peut observer dans le monde une grande variété de modèles alimentaires et des évolutions diverses. Constatons d'abord que, contrairement à une idée reçue, les pays où la consommation de viande est la plus importante ne sont pas tous des pays à hauts revenus, mais sont dans certains cas des pays à faible densité de population où l'élevage, souvent extensif est une base importante de l'économie : Mongolie, Argentine, Uruguay, Nouvelle-Zélande.

Les moyennes nationales peuvent rendre compte du niveau d'adoption des modèles à base de viande mais peuvent aussi cacher l'existence de plusieurs modèles nettement différents en fonction de clivages de revenus et (ou) de culture. C'est en particulier le cas de l'Afrique du Sud où un écart gigantesque existe entre les populations noires et blanches.

La croissance du revenu moyen ne conduit pas automatiquement à une plus forte consommation de viande comme le montre l'exemple de Cuba où une nouvelle répartition du revenu et une réorientation des systèmes de production ont entraîné une baisse, peut-être provisoire, des disponibilités. En Chine, ces facteurs peuvent être éventuellement renforcés par des efforts pour conserver un modèle alimentaire économique. Dans les autres pays où la part de la viande dans l'approvisionnement en protéines régresse, plusieurs facteurs peuvent jouer : dégradation des conditions d'existence, modification du système productif, exportations croissantes, etc.

Tableau N° 4

Part de la viande dans la consommation humaine de protéines (dans quelques pays)

Pays	Part de la viande en pourcentage 1961-65	1972-74
Pays à forte consommation de viande		
	Part en régression	
Argentine	47,1	45
Uruguay	45,4	40,4
Nouvelle-Zélande	36,7	36,6
Cuba	25,1	20,2
	Part en augmentation	
U.S.A.	34,5	38,5
France	28,8	33,4
Allemagne fédérale	26,5	31,1
Pays-Bas	21,2	26,5
Royaume-Uni	28	28,6
Pays à faible consommation de viande		
	Part en augmentation	
Espagne	12,7	21,4
Italie	14,8	22,1
Grèce	13,2	20,5
Japon	4,9	9,6
U.R.S.S.	14,7	18,4
	Part en régression	
Chine	10,9	9,9
Inde	1,3	1,2

La faible disponibilité en terres était historiquement une contrainte au développement de la consommation des viandes dont la production nécessite de grands espaces (animaux mangeurs d'herbe) ce qui explique en partie la faible consommation de certains pays au début des années soixante : Inde, Chine, Japon. Est-ce à dire que ces pays mangent mal ? Certes ils connaissent ou ont connu la famine. Mais leurs modèles alimentaires peuvent être très équilibrés. Les protéines végétales (soja, arachide, pois, haricots, etc.) y compensent la faible place des protéines animales. La variété des sauces et des plats peut y être extrêmement vaste et attirer la gourmandise des consommateurs occidentaux.

La contrainte de la faible disponibilité en terres était en partie tournée par certains pays comme la Chine qui consomment des quantités notables de viande à partir d'animaux aptes à recycler les déchets et les plantes aquatiques : porcs et canards notamment. Mais cette contrainte est aujourd'hui de plus en plus tournée par le développement des importations de viandes et d'aliments du bétail.

Ceci permet de développer les modèles de consommation occidentaux qui n'ont rien d'universels mais qui s'articulent sur des systèmes productifs et des agents économiques précis. Ces modèles progressent plus ou moins rapidement dans les pays où ils sont anciennement implantés. Ils s'étendent très rapidement dans quatre pays où le développement rapide a été appuyé depuis la guerre par une aide américaine ou par la participation d'agents économiques d'origine américaine directement intéressés par le développement de ces modèles : Japon, Espagne, Grèce, Italie. Ces actions ont porté aussi bien sur la modification des modèles alimentaires que sur la modification des techniques d'alimentation animale et intéressent aussi bien l'activité de commerce et de transformation de la viande que celle de fabrication d'aliments du bétail ou de commerce et de production de ces aliments. Elles expliquent davantage qu'un soi-disant déficit en viandes nobles, le développement des productions intensives, et conduisent à analyser les inter-relations entre marchés de la viande et marchés des aliments du bétail de même que le rôle des agents intervenant sur ces marchés.

bibliographie

F.A.O.
— Annuaires de la production.
— Annuaires du commerce.
— Statistiques de la consommation des denrées alimentaires.
O.C.D.E.
— Statistiques de la consommation des denrées alimentaires.
GEREI/INRA
— Approvisionnement en protéines de l'élevage français et courants d'échanges internationaux de céréales et de produits animaux 1977.

COMPTE-RENDU DU STAGE DU BOUVERET

Une fois encore, du 10 au 29 juillet, le chalet Analakely au Bouveret fut animé par des participants au stage final : la cuisinière, 2 animateurs, et 13 volontaires. Peu de monde ? Eh, finies les années d'euphorie !

Foi en l'homme, foi en Dieu, - chocs culturels - notre engagement, quel engagement ? - évangélisation - tels furent les principaux thèmes de réflexion. Le temps, partagé aussi entre jeux de rôle, réparation de crevaison et "comment faire sa malle", manqua, évidemment. Il y eut d'intéressants échanges lors de rencontres "d'anciens", et, de manière générale, avec tous les intervenants. Qu'ils soient ici vivement remerciés pour leur participation.

La prévoyance des stagiaires, lors de l'établissement du budget pour les 3 jours de "découvertes du milieu" (à Nax, Vollège et Trois-Torrents) faillit faire sombrer à nouveau FSF dans les chiffres rouges. Par chance la volée "été 1978" fut finalement aussi économe que les précédentes, cela, au grand soulagement des animateurs (on le comprend !)

Riche, ce stage le fut à de multiples égards : connaissance de soi et des autres, approfondissement de sa foi, discussions de projets, approche d'autres cultures, préparation concrète au départ. Tout cela, vécu dans un climat d'amitié et d'écoute.
Bref, chacun n'est pas prêt d'oublier ces moments privilégiés.
Avec une pensée émue pour tous ceux qui sont sur le terrain.

Josiane, Christine et Jean-Luc
qui cherchent toujours un prêtre
pour partir en Amérique latine.

....

MARIAGES

* Marisa Campigotto et Natale Pizzato, le 22 juillet 1978, Via Geronemoni 4, Arina
* Marie-Thérèse Detorrenté et Fernand Bussard, le 22 juillet 1978, 8, route des Acacias, 1700 Fribourg.

NAISSANCES

* Xavier, le 19 juin 1978, au foyer Raymond et Marie-Thérèse Ciana-Girard, 1438 Mathod
* Raphaël, le 1er juillet 1978, au foyer Jean-Luc et Rose-Marie Emery-Morard, 3963 Crans
* Virginie, le 6 juillet 1978, au foyer Norbert et Anne-Marie Sallin-Cattin, 1, av. Jean-Marie Musy, 1700 Fribourg
* Véronique, le 9 juillet 1978, au foyer Michel et Kathleen Grouès-Harradine, 118, rue Faventines, F-26000 Valence
* Sebastian-Maurice, le 17 août 1978, au foyer Léonce et Margareth Voide-Bumann, Saas-Fee.

DECES

- M. Alphonse Volery, le 6 juillet 1978, père d'Annette Volery à Aumont.

VOEUX PERPETUELS

* Yvonne Ruffieux, de Travers, ancienne volontaire FSF à Nkolvé (Cameroun), et ancienne secrétaire FSF à Fribourg, a prononcé ses voeux perpétuels, le 28 mai 1978, au Monastère de la Visitation, à Fribourg

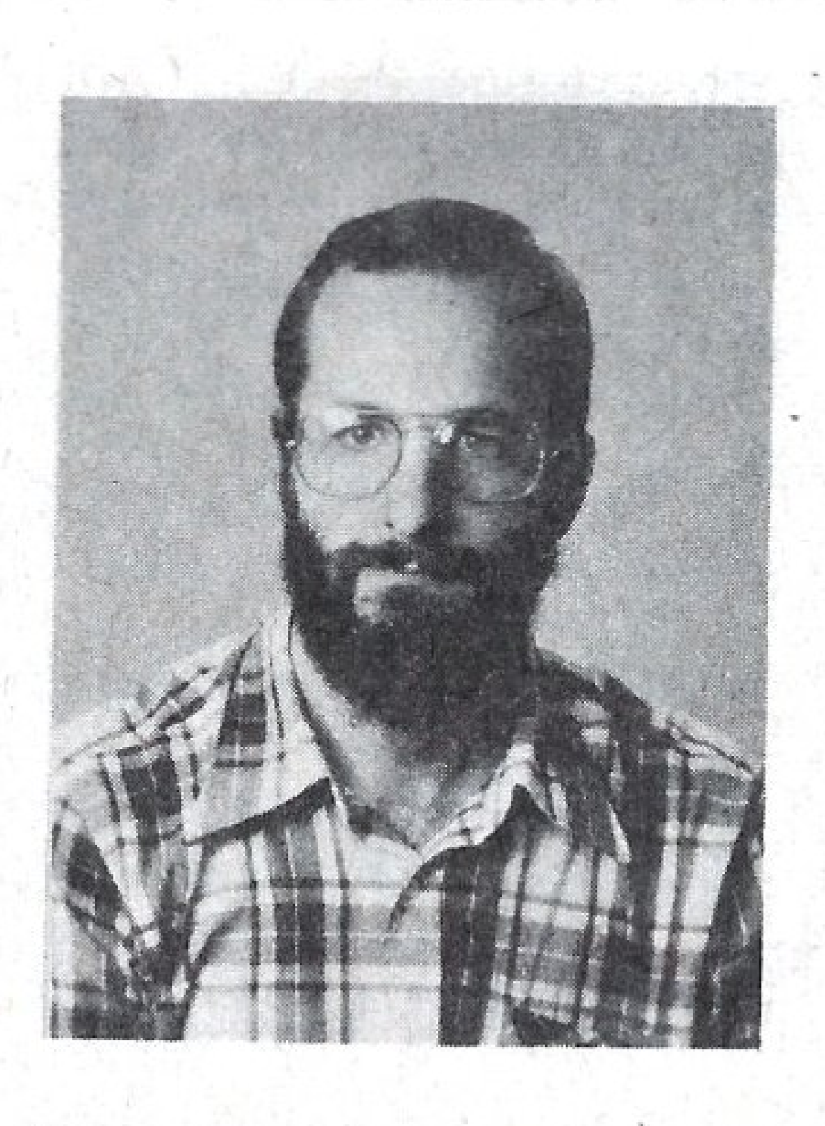
ILS ONT TERMINE LEUR CONTRAT

- Colette JORDANS-FARINE, formation du personnel au centre linguistique de Sarh (Tchad); enseignement des langues au collège Charles Lwanga de Sarh. Actuellement : 5, Grosse-Pierre, 1111 Morges.
- Raymonde DUPERTUIS, formation d'enseignants à la méthode à l'éducation à la promotion collective, diocèse de Pala (Tchad). Actuellement : 10, av. du Fey, 1510 Moudon.
- Roland COUTURIER, lancement de travaux agricoles communs avec de jeunes paysans; cours de mécanique et artisanat; bibliothèque et centre d'animation rurale à Doukoula (Cameroun). Actuellement : 1236 Bernex.
- Jocelyne RENARD, éducation sanitaire dans les villages de la région de Shitatong (Bangladesh); formation du personnel au dispensaire et du personnel de l'équipe mobile au niveau des villages. Actuellement : 10a, rue du Centre, B-5201 Tihange.



- *Agnès Jubin, secrétariat et comptabilité des écoles du diocèse de Yagoua (Cameroun); formation d'un comptable; animation de jeunes. Actuellement : 15, Jos. Chaley, 1700 Fribourg. Engagement au secrétariat FSF depuis le 1er mai 1978.*

IL EST PARTI :



Vincenzo Bonetti, chimiste de Lugano, est parti le 27 juillet 1978, pour Kiringye au Zaïre, où il animera le centre.

ELLES SONT PARTIES

le 5 septembre 1978 pour le Collège Notre-Dame du Tchad à Moundou au Tchad, où elles enseigneront le français et l'allemand. Leur adresse : B.P. 29 Moundou/Tchad



Catherine Häller
de Lausanne
enseignante



Claire-Lise Sudan
d'Estavayer
enseignante

■■■■■■■■■■

- GVOM - GVOM - GVOM - GVOM - GVOM - GVOM -

DEPART CET AUTOMNE

Hans BIERI, de Kriens, mécanicien-technicien, nous quitte le 25 septembre. Il s'arrêtera en Côte d'Ivoire et Nigeria pour faire deux stages avant de rejoindre le Collège Evangélique de Libamba à Makak (Cameroun). Il sera chargé de l'entretien des bâtiments et de cours techniques auprès des élèves.

Son adresse : Collège Evangélique de Libamba
B.P. 41
Makak Cameroun

ACTUELLEMENT, LES VOLONTAIRES DONT LES NOMS SUIVENT TRAVAILLENT OUTRE-MER

M. Hans BIERI	Cameroun
M. et Mme Jean-Pierre et Danielle BASTIAN	Mexique
M. et Mme Jean-Luc et Erica BOREL	Côte d'Ivoire
M. et Mme Théodore BUSS	Bolivie
M. et Mme Richard et Marie-Claude CHALLANDES	Haïti
M. et Mme Marc et Hannelore ETCHEBARNE	Côte d'Ivoire
M. Daniel GERHARD	Cameroun
Mlle Heidi KNOBEL	Cameroun
M. et Mme Gérald et Sylvie NEMITZ	Zaïre
M. Charly RIEDER	Togo
M. et Mme Bertrand ZADORY	Madagascar
Dr et Mme Denis MAURON	Côte d'Ivoire

- EIRENE - EIRENE - EIRENE - EIRENE - EIRENE -

ILS SONT RENTRES EN SUISSE

M. et Mme Daniel JEANNERET sont rentrés du Maroc où ils ont passé trois ans et demi au centre d'Agadir.

Leur adresse : M. et Mme Daniel JEANNERET
2041 Le Cachot

M. et Mme Michel PETERMAN et famille ont regagné la Suisse après 2 ans passés également à Agadir.

Leur adresse : M. et Mme Michel Peterman
Ch. de Rovéréaz 12
1010 Lausanne

Nous leur souhaitons à tous une bonne réintégration en Suisse.

Lettre de Haute-Volta

Printemps 1978 - Bobo-Dioulasso

Toute la ville est fouettée par le vent et le sable. La poussière pénètre partout, dans les maisons, dans les familles, comme un intrus, sans même frapper. Si ce vent pouvait raconter l'Afrique, ce serait une longue mélopée, parfois triste, parfois joyeuse, mais toujours pleine de vie.

Moins curieux que ce vent fou, nous sommes allés dans les cours africaines. Nous nous sommes assis près des hommes et des femmes. Nous avons trempé nos lèvres dans la calebasse, la première fois timidement - car on nous avait appris en Suisse tous les risques courus par le manque d'hygiène (amibes...) - puis au fil des mois nos hésitations ont disparues. Le tô fade (plat de mil) s'est pigmenté avec l'amitié, la bière tiède a paru fraîche au coup de midi et le dolo (bière de mil) du sirop.

Mais nos escapades dans les villages ne peuvent nous permettre de prétendre connaître l'Afrique. Et même alors, ça ne le serait qu'avec des yeux de blancs, de "civilisés"... de bons Suisses rêvant de fondue et de gruyère, de fendant et de neige. Serions-nous frustrés de toutes nos envies ? Nous avons bien dû chercher à rassassier nos désirs et en aventuriers, nous sommes allés les chercher chez les Africains... Le tô remplace agréablement la fondue. Point de fourchette, mais des êtres unis autour d'un même plat.

Cette amitié nous a liés avec des êtres différents... et c'est cela qui comptait. Ainsi de temps en temps, nous nous heurtions à ces différences. Nous pouvions ainsi être choqués, étonnés, tristes ou alors heureux de nos relations. En un seul jour, grâce à nos relations, nous pouvions recevoir du soleil ou de la pluie. Et si nous sommes tristes ou déçus, c'est parce que nous oublions que nous sommes si différents.

Et si nous sommes surpris parfois du comportement d'un Africain, nous réalisons aussi qu'eux doivent être étonnés de nous voir vivre. Nous venons souvent avec nos idées, voulant modifier les choses et les êtres (sans trop leur demander leur avis). Sous le terme "aide aux pays en voie de développement" nous leur donnons des envies d'argent, nous écoulons nos marchandises, nos morales, nos religions, nos façons de penser et d'être... Demain que restera-t-il ?

Cette remise en question touche aussi nos activités, à l'imprimerie et au dispensaire. Nous avons des postes clés. Nous sommes encore trop souvent ceux qui savent, ceux qui commandent. Notre recherche actuellement devrait se porter sur les êtres avec qui nous oeuvrons. Si Marianne parle pendant 20 minutes à la radio dans une émission de prévention et d'hygiène, cela est bien. Mais si des femmes réalisent qu'elles peuvent également jouer un rôle dans cette émission, voilà qui est mieux.

Quand nous serons partis, de toutes ces activités, que restera-t-il ? Nos ambitions sont-elles les leurs ? Et nous avons tendance à aller très vite, sauter à pieds joints d'une civilisation démentielle à une autre qui se cherche. Comme si, tout-à-coup, un enfant voulait être adulte. D'ailleurs on apprend toujours à être adulte, à jouer l'important alors qu'il faudrait réapprendre l'enfance et toutes les spontanéités qui coulent dans l'amour et les rires pour qu'à la fin de notre existence on ne puisse mourir vieux et le regretter.

A ce vent qui souffle, bat le coeur des hommes et des femmes qui luttent, qui souffrent, qui rient, qui oublient, qui vivent. Comment résumer ce vent, ce grand battement, si ce n'est par un griot qui chante la grande mélopée par le pouvoir de sa main qui frappe le tam-tam. Cela pourrait se traduire par ces lignes :

Oh gens civilisés !
Comment pouvez-vous comprendre
les frémissements qui naissent de mon corps?
Vous n'avez pas de traduction
et ce chant, pour vous,
n'est qu'une suite confuse de bruits.
Pourtant, ce tam-tam
vibre sous mes coups,
chaque son semble sortir
des entrailles de la terre,
d'où je viens
et où j'irai...
Oh gens écoutez !
Arrêtez votre course folle
- peux-tu écouter battre ton coeur
dans ta propre foulée ?
Ecoutez !
Un coup, un son vole dans l'air.
C'est une naissance.
C'est un mariage.
Ce sont les rires,
les pleurs.
C'est la femme,
violée,
bafouée,
aimée.
L'homme est courbé vers la terre,
accroché encore à l'espoir
et le jour descend.
Encore un son et la vie vient
et la vie s'en va...
Les récoltes sont rentrées,
les pluies ont inondé
d'autres temps,
le soleil a brûlé des terres arides,
Un désert sans être, une ville sans âme
un Dieu sans croyant,
un enfant seul...

Que pourrait encore
raconter le tambour sous la main
du messager ?
La vibration est montée.
L'oiseau a suspendu son vol.
Il respire des parfums étranges :
ce sont les espoirs de bonheur...
et il pense alors au pays
d'où il vient.
Il compare les hommes et les choses
pour finalement se dire
que tout est lié, étroitement,
par ce son qui naît,
tout-à-coup,
qui se prolonge dans le hasard
et qui brusquement
ou lentement
se tait au petit jour
ou dans la nuit.
Heureusement, la main
frappe plusieurs coups
et le rythme est fait
de sons semblables, répétés
et pourtant si différents.
Un coucher de soleil,
un lever de soleil,
un autre jour,
une autre nuit...
J'ai aujourd'hui en moi,
demain dans mes ambitions
et ma mort dans mes craintes.
Mais malgré tout, le tambour
exprime ma force vive,
c'est ma voix qui vibre
et qui remet les choses
dans leur ordre.
Elle donne le lit à la rivière,
le pain au boulanger,

les souliers au cordonnier,
la faim aux affamés
et l'argent aux riches.
Elle laisse la soif aux assoiffés,
l'envie aux envieux,
le soupir au mourant
et l'enfantement aux femmes...
A croire que toute chose est bien, ainsi,
en place, que chaque chose sert.
Chaque instant de vie sort
de ma boîte à musique.
Quelle question :
Cette mélopée est-elle une plainte
dans le monde
ou un grand chant d'allégresse ?

Comment terminer cette lettre ? Celle-ci commencée le 11 mars est restée longtemps de côté. Aujourd'hui, j'ai décidé de l'écrire sans trop savoir si elle donne vraiment de nos nouvelles. Pourtant il faudrait que je parle d'Yvan, de cet enfant qui, chaque jour, nous met en contemplation et en émerveillement. Il a changé un peu nos vies. Il est la source de nouveaux contacts avec les habitants. On se surprend à rester des heures à le regarder, à voir ce qu'il va faire, rire ou pleurer.

Marianne, elle, voudrait bien lui consacrer plus de temps. Mais le dispensaire lui prend ses journées. L'animation prend maintenant une place importante. Chaque semaine, avec une équipe de Bobo-Dioulasso, elle parle à la radio, dans une émission "santé".

A l'imprimerie le travail est toujours aussi important. Je forme des apprentis. Parfois cela va très bien. Parfois des problèmes surgissent. Le vol en est un. La tentation est trop grande pour des êtres n'ayant presque rien. Ainsi un des apprentis a été renvoyé pour raison de vol.

A la maison nos bêtes nous donnent des joies et des peines. C'est la vie. Les lapins ont été volés... la chatte a eu des petits, le mouton a été mangé.

Et voilà pour ce soir je vous laisse. Disons encore qu'aujourd'hui la pluie tombe sur la ville et que le sol est transformé en une terre boueuse.

Amicalement et bonnes pensées à tous.

Georges et Marianne Jaccard



CENTRE MEDICO-SOCIAL DE FIHAONANA

Bienvenue au centre médico-social TOPAZA de Fihaonana à Tananarive.

En effet, le 3 janvier 1978, la pouponnière de la F.J.K.M. a déménagé, avec les 20 enfants, dont le centre s'occupe et tout le personnel, pour s'installer dans l'ancien internat de garçons de "MONTPARNASSE" à Ambohijatovo-Avaratra, Antananarivo

TOPAZA a été créé en 1949 à Fihaonana, (à 60 km de Tananarive) par les missions protestantes de France, dans le but de venir en aide, aux enfants souffrant de malnutrition, dans une région où la mortalité infantile était importante. Le centre s'est organisé en dispensaire, centre de consultations et de nivaquinisation, information aux mères d'hygiène et d'alimentation. Les enfants malades séjournaient au dispensaire le temps nécessaire pour les soins adéquats et une réalimentation. Le nombre des enfants augmentant considérablement, imposa l'ouverture d'une pouponnière qui seconda puis remplaça le dispensaire.

Actuellement, la pouponnière reçoit une subvention de 500.000 Fmg par année, du Ministère de la Santé malgache, étant reconnu comme service social. Les salaires du personnel sont assurés par la CEVAA. De multiples dons, provenant de Madagascar ou de l'étranger permettent d'assumer les frais d'entretien, d'habillement, de nourriture et de jouets pour les enfants. Un comité laïc, dont Madame Ramarosaona a été la présidente pendant de longues années, s'occupe de la gestion du centre.

En 1975, Mlle Lala RAVONIARINIRINA, assistante sociale, prend la direction du centre. Sa tâche est importante, s'occupant des enfants, de la formation du personnel, prise de contact avec les familles des enfants ou familles d'accueil. Relations avec d'autres centres ou services sociaux pour prévoir l'avenir de l'enfant. En outre, Mlle Lala s'occupe aussi des questions médicales, du ravitaillement ainsi que de l'entretien du matériel.

Le personnel, laïc, sans distinction de religion, reçoit une formation sur place. Six personnes travaillent à plein temps, logeant et partageant leur vie avec les enfants. Ce qui représente des avantages inestimables pour l'épanouissement de l'enfant dans cette grande famille où les monitrices sont en permanence auprès d'eux, tant de jour que de nuit.

La pouponnière peut accepter jusqu'à 26 enfants. A l'heure actuelle, ils sont 20 de 0 à 5 ans. Orphelins de père ou de mère, enfants de mères célibataires et de mères malades mentales. A 5 ans, l'enfant sera, soit repris par la famille, ce qui pose souvent des problèmes d'intégration, rendue plus difficile, car les visites de la famille, bien que recommandées, sont souvent assez espacées. Si l'enfant n'est pas accepté par la famille, il sera placé dans un centre pour enfants plus âgés et où sa scolarité pourra être assurée. D'autres enfants seront adoptés par des familles Les journées sont organisées en fonction des âges et des besoins de chacun. Jeux, bricolages, chants, danses et lecture animent leurs journées. Ils apprennent à vivre en communauté, dans la confiance, l'amitié et l'acceptation de chacun. Quelques jeunes filles viennent aussi bénévolement le matin ou l'après-midi pour aider le personnel et s'occuper des enfants.

Aline Gruner

DANS LE DERNIER NUMERO D'INTERROGATION, NOUS AVONS RELEVE LA PUBLICITE DISCUTABLE D'UNE CHAINE DE RESTAURANTS.

VOICI UNE AUTRE PUBLICITE QUI A PARU DEPUIS :

« Quand j'ai faim, je vais au supermarché ou au restaurant McDonald's. Je me débrouille, quoi. Du reste, des supermarchés et des McDonald's, il y en a partout. Alors, il faut croire qu'ils sont drôlement mal organisés, ces 455 millions de sous-alimentés ! »

COMMENT REAGISSONS-NOUS



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 1000 LAUSANNE 9